



NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# CONTRE MACRON, CHAMPION DU « SÉPARATISME SOCIAL » COMBATTONS ENSEMBLE LA DIVISION DE NOTRE CAMP SOCIAL

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 15 OCTOBRE 2020

En pleine crise sanitaire et alors que la crise sociale s'approfondit avec plus de 800.000 emplois déjà supprimés et des menaces qui pèsent sur des centaines de milliers d'autres, Macron et son gouvernement n'ont rien trouvé de plus urgent que de mettre à l'ordre du jour la lutte contre les « séparatismes », avec à la clé un projet de loi pour le Conseil des ministres du 6 décembre prochain.

## ATTAQUES

### RACISTES ET ISLAMOPHOBES

Alors que l'on recense plus de 20.000 nouveaux cas de COVID par jour, qu'un nouveau confinement n'est plus exclu, que les plans de licenciements s'enchaînent dans les entreprises et qu'il y a déjà plus de six millions de chômeurs, « le problème, c'est le séparatisme islamique » selon Macron.

Ce gouvernement ne s'embarrasse même plus de dissimuler ses attaques islamophobes derrière un vernis soi-disant laïque concernant toutes les religions. Macron reprend sans état d'âme une démagogie raciste, dont l'extrême droite s'est faite le porte-drapeau depuis des années, visant spécifiquement les musulmans ou ceux qui sont supposés l'être, les immigrés et leurs familles.

### LA VRAIE SÉPARATION, ELLE EST SOCIALE !

Mais le vrai « séparatisme », il est social et il est organisé par et pour les riches et les patrons.

Pour les riches, les beaux quartiers, leurs cliniques et leurs écoles privées souvent religieuses et réservées à la bourgeoisie, comme ce lycée jésuite où Macron a fait ses études.

Pour les pauvres : les suppressions de postes dans les écoles et les hôpitaux, le manque de transports publics, les fermetures d'entreprise et le chômage... autant de raisons qui expliquent l'enclavement de ces zones « ghettoïsées », la misère de leur population et tous les problèmes qui en découlent.

En réalité, les gouvernements successifs se fichent bien de la situation réelle des quartiers

populaires pour la simple raison qu'ils en sont les responsables.

### LA DIVERSION POUR NOUS DIVISER

Si Macron a choisi de chasser sur les plates-bandes de la fille Le Pen, ce n'est pas uniquement pour lui piquer des voix au second tour de la présidentielle de 2022 qu'il a déjà en ligne de mire.

S'il tente de faire diversion et de nous diviser, c'est aussi pour détourner la colère et les révoltes des vrais responsables de la catastrophe sanitaire et de l'effondrement économique qui s'approfondit : les classes possédantes dont il est le larbin.

Ainsi, alors que la deuxième vague de l'épidémie est bien là, rien n'a été fait pour éviter son rebond. Sans aucune organisation, la politique de dépistage s'est effondrée, permettant aux labos privés de « faire du chiffre », mais pas de briser les chaînes de contamination.

Et les hôpitaux n'ont ni recruté, ni formé les personnels pour faire face à l'épidémie. Il n'y a eu aucun plan d'ouverture de lits, comme le demandent portant les hospitaliers.

Pour ce gouvernement au service des riches, une seule priorité : faire tourner la « machine à cash ». Et tant pis pour les « dégâts collatéraux ».

### RESISTER

#### TOUTES ET TOUS ENSEMBLE

Démagogie raciste de ceux qui nous gouvernent et mesures anti-ouvrières des capitalistes sont les deux faces d'une même pièce que nous devons combattre ensemble, si nous voulons pouvoir gagner.

Alors qu'ils ont été bien souvent en « première ligne » durant le confinement, les sans-papiers sont au premier rang de ceux et celles qui subissent divisions et attaques.

Voilà pourquoi le NPA appelle à rejoindre les marches des sans-papiers qui arriveront à Paris ce samedi 17 octobre, avec une manifestation nationale défendant la régularisation de tous les sans-papiers. C'est une étape importante pour combattre la politique de ce gouvernement.



## CHANTAGE À L'EMPLOI CHEZ VALÉO

Afin de réduire ses « coûts » de personnel de 10 %, la Direction de l'équipementier automobile Valeo de Laval vient d'obtenir la signature d'un accord instaurant : « *le gel des salaires pour 2021-2022, l'arrêt des primes d'intéressement, la suppression d'une journée de congé, un avenant au contrat de travail de tous les salariés de nuit pour repasser en 2x8 avec la perte de rémunération correspondante* ». Rien que ça !

Avant la signature de l'accord, une grève avait démarré le lundi 28 septembre. Soutenus par la CGT et la CFDT, plusieurs dizaines de salariés - sur un effectif total de 300 - avaient commencé une grève et installé des palettes aux portes de l'usine. Mais mardi soir, CGC et FO signaient cet accord de régression sociale.

Usine par usine, Valeo, un des leaders mondiaux des équipementiers automobiles, essaie de faire passer ses accords de régression sociale. Et chaque fois, il demande encore plus de concessions. Dans le cas de l'usine de Laval, c'est une fois de plus la menace d'un sur effectif qui a été brandie par la direction.

## MÉDICO-SOCIAL: LE MENSONGE DE VÉRAN

Il n'y a pas si longtemps, le Ministre Olivier Véran déclarait : "*Personne ne sera mis sur le bord du chemin*". Et pourtant, un décret faisant suite au « Ségur » de la santé a exclu les 40.000 salarié(e)s du médico-social du service public du versement du Complément de traitement indiciaire de 183 euros mensuels attribué à tous les agents du Service public hospitalier. C'est une véritable discrimination car tous ces personnels sont des fonctionnaires et contractuels soumis aux mêmes devoirs et droits que leurs collègues.

Cette annonce du Ministère a été reçue par les personnels comme un camouflet. Aujourd'hui, leur revendication est simple : une même fonction publique, un même établissement, un même salaire ! C'est ce que l'on voit fleurir partout dans les slogans et sur les banderoles des médico-sociaux en lutte, comme ce lundi à Elbeuf, où les soignants du Ssiad (Service de soins à domicile), de l'Esa (Equipe spécialisée Alzheimer) et du Csapa (Centre de soins d'accompagnement et de prévention en addictologie) ont manifesté à 3 reprises.

## FACTURE COVID: LE MENSONGE DE MACRON

L'«*argent magique*» qui n'existait pas pour les hôpitaux a soudain coulé à flots depuis le Covid. Pour financer le plan de « relance » du gouvernement – 100 milliards de cadeaux au patronat – l'Etat a emprunté des milliards. Le 14 juin à la télé, Macron promettait : « *Pas d'impôts nouveaux pour financer ces dépenses* ». Pourtant dès le lendemain, il faisait discrètement voter par les députés une loi transférant à la CADES (Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale) les dépenses liées au Covid (baisse de cotisations patronales, chômage partiel...): au total 286 milliards. La CADES, fondée en 1996 par Juppé pour nous faire payer les déficits de la Sécu prélève un impôt

appelé CRDS sur nos salaires, pensions, allocations chômage... La CRDS devait s'arrêter en 2024, mais ce sera en 2042. Dix-huit ans de plus à payer à la place d'un prélèvement sur le « capital ». Et pour autant, dans les hôpitaux, la situation n'a pas vraiment changé.

## LE CONFINEMENT

### A AMPLIFIÉ LES INÉGALITÉS

On le savait, mais c'est ce que confirme l'enquête EpiCov. Si les plus riches et les plus pauvres ont été, en proportion, autant touchés par l'épidémie, les riches l'ont été surtout avant le confinement.

En fait, le confinement a surtout freiné l'épidémie chez les plus riches, qui ont pu télé-travailler et se confiner dans des logements spacieux alors que près d'un tiers des plus pauvres étaient confinés dans des logements surpeuplés.

L'étude montre évidemment aussi que les pertes de revenu ont impacté plus fortement les plus pauvres.

## QUAND LE GOUVERNEMENT

### SUCRE L'ÉCOLOGIE

Interdits depuis 2018, les néonicotinoïdes, pesticides très puissants et nocifs notamment pour les abeilles, viennent d'être ré-autorisés lundi 5 octobre pour la filière betterave. Dans le même temps, la ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, se défend : « *On ne va pas les réintroduire, arrêtez de faire peur aux gens.* »

Selon elle, pourtant à l'origine de la loi interdisant ces pesticides, il ne s'agit que d'une solution d'urgence pour la filière « ultra-ciblée » de la betterave. Filière qui comptabilise 21 usines, utilise 440 000 hectares, dont la France est le premier producteur européen et dont les bénéfices se comptent en centaines de millions...

À défaut de sauver les abeilles ouvrières, notre gouvernement veut sauver les profits dont se sucent les actionnaires !

**Réunion publique du NPA \***

**Jeudi 15 octobre à 20h**

**En live salle Europa - MJC St Sever**

**Place Hanovre - Rouen**

(masques, gel, distanciation physique...)

**Sur internet sur:**

**[facebook.com/npa.rouen.agglo](https://www.facebook.com/npa.rouen.agglo)**

Dans le contexte de crise généralisée, sanitaire, économique et sociale, nous devons nous organiser pour résister et combattre la politique du gouvernement

Nos colères sont légitimes,  
face à la répression débridée de l'Etat.

Faisons converger nos luttes et amplifions les grèves,  
c'est par la lutte que nous pourrons les faire plier

**Pour sortir de la crise,  
renversons le capitalisme !**

**Discutons-en ensemble  
et organisons-nous**